

CRISE DE L'EURO | LES TROIS SCÉNARIOS DU RÉFÉRENDUM GREC ET L'AVENIR DE L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE



Il reviendra aux historiens de débattre et de déterminer les responsabilités de la tragédie grecque qui se joue sous nos yeux. Trois scénarios nous semblent possibles à l'issue du référendum du 5 juin prochain : la victoire du « non », la victoire du « oui » assortie d'un accord a minima entre la Grèce et ses créanciers et la victoire du « oui » accompagnée d'une réforme profonde de la structure institutionnelle et de la gouvernance de l'Union Économique et Monétaire (UEM).

Il reviendra aux historiens de débattre et de déterminer les responsabilités d'une tragédie (grecque) annoncée et dont personne ne peut encore voir avec clarté les conséquences. Ce qui est certain, c'est que la crise se déroule en temps réel sur nos écrans, ne laissant ni aux acteurs ni aux spectateurs le temps nécessaire pour appréhender les enjeux. Exposées à l'immédiateté des événements, les décisions prises dans la précipitation provoquent des réactions en chaîne qui, souvent, ont des effets auto-réalisateurs qui échappent à tout contrôle.

Ainsi, l'annonce brutale, le vendredi 26 juin, du recours à un référendum visant à renforcer la position de négociation du gouvernement grec en faisant avaliser par l'électeur le refus du plan de stabilisation proposé par les « créanciers », s'est transformé, comme souligné par le Président de la Commission, en une consultation qui déterminera la possibilité du maintien du pays au sein de l'UEM où l'inexorabilité de sa sortie.

Si personne ne conteste la légitimité démocratique d'un référendum comme expression libre de la volonté de l'électeur, cette légitimité ne s'étend pas au-delà du périmètre de ceux qui sont appelés à s'exprimer. Ainsi, la décision de sortir de l'Eurozone est effectivement entre les mains des Grecs en cas de victoire du « non », alors que, si le « oui » l'emporte, les conditions nécessaires au maintien de la Grèce en son sein dépendent tout autant d'un accord avec les créanciers – soit les autres pays membres.

| Trois scénarios pour l'avenir immédiat

Se dessinent donc, à ce stade, trois scénarios pour l'avenir immédiat.

| La victoire du « non »

Elle entraînerait la prolongation des mesures de sauvegarde financières déjà en vigueur (limitation des retraits et interdictions de transferts) et sans aucun doute leur élargissement et renforcement. Les promesses du Premier Ministre de protection des salaires, des retraites et de l'épargne se révéleront sans doute intenable si, comme cela est prévisible, l'économie et le « nouveau Drachme » s'effondrent.

De surcroît, il faudra probablement faire face à une instabilité politique chronique et à des remous sociaux de grande ampleur. Si on devait en arriver là, ce serait évidemment l'appartenance même de la Grèce à l'Union européenne (UE) qui serait remise en cause et les conséquences pourraient aller bien au-delà de tout ce pourquoi le citoyen aurait été appelé à voter.

| La victoire du « oui » assortie de la conclusion d'un accord *a minima* entre la Grèce et ses créanciers

Ce scénario reviendrait – selon une très mauvaise habitude de l'UE de se satisfaire d'un compromis boiteux – à « acheter » du temps et à allumer des cierges pour que la Grèce se conforme pour une fois aux engagements auxquels elle aurait souscrit. Ce scénario atténuerait considérablement les sacrifices auxquels la population grecque devra de toute façon faire face et conforterait, au moins temporairement, l'objectif central de maintenir l'intégrité de la zone Euro.

| La victoire du « oui » accompagnée d'une réforme profonde de la structure institutionnelle et de la gouvernance de l'UEM

C'est ce troisième scénario qu'il convient d'explorer si l'on veut espérer sortir la tête haute de la tourmente dans laquelle nous sommes plongés.

| L'inachèvement de la zone euro : cœur du problème

Il devrait être aujourd'hui évident que les problèmes existentiels auxquels l'UE en général et l'UEM en particulier doivent faire face ne se limitent pas à la question grecque. L'ensemble de l'UE est largement à la traîne en ce qui concerne la sortie de la crise financière avec un chômage record, une croissance très faible, un endettement excessif, un manque de réformes structurelles et un manque d'investissements dans la recherche, l'innovation et l'éducation. Quelle que soit son importance intrinsèque, la résolution de la crise grecque ne résout en rien celle bien plus profonde de l'UEM dont la structure inachevée constitue l'élément essentiel de sa vulnérabilité et que les responsables politiques refusent d'affronter en s'abritant derrière le feuilleton, certes « brûlant », du drame grec.

Malgré les efforts de pédagogie de Jean-Claude Juncker et son analyse pertinente du manque de solidarité entre pays membres, force est de constater que les propositions de réforme de l'UEM contenues dans le « Rapport des Présidents » et discutées lors du sommet européen du 26 juin sont décevantes et font preuve de moins d'ambition que celui présenté en 2013 par Herman van Rompuy. Or, si le premier scénario (la victoire du « non ») devait l'emporter dimanche prochain, la perception par l'ensemble des acteurs, citoyens compris, du risque d'implosion de la zone euro augmenterait considérablement ; si le deuxième scénario se met en place, le danger immédiat serait peut-être écarté, mais on ne pourrait pas compter raisonnablement sur un sursis de 10 ans, implicite aux réformes contenues dans le Rapport.

Ne sied-il donc pas de profiter du moment où l'opinion publique est confrontée aux conséquences dramatiques que la population grecque devra affronter en cas d'un « Grexit », pour faire œuvre pédagogique ? Ce serait une occasion unique, qui ne se représentera pas nécessairement, de surmonter les égoïsmes nationaux, tant fustigés par le Président Juncker, et d'achever à marche forcée l'UEM telle qu'envisagée initialement dans le traité de Maastricht. Ce qu'il faut inlassablement répéter, c'est que, comme cela a été le cas lors du partage de la souveraineté monétaire, la mise en commun de la souveraineté économique se traduira par un gain et non une perte de souveraineté, car l'Union sera mieux à même de défendre les intérêts de l'ensemble de ses citoyens dans le monde multipolaire où nous vivons et où nos partenaires sont de taille « continentale ».

La prise de conscience par les Européens, et en premier lieu par les Grecs eux-mêmes – ce que nous verrons dès ce dimanche –, des dangers d'une sortie de l'euro constitue, espérons-le, le seul élément vraiment positif de la crise et sera peut-être de nature à contrecarrer l'attrait des sirènes des partis extrémistes qu'ils soient de gauche ou de droite. Pour paraphraser Paul-Henri Spaak : « Il n'est pas trop tard pour sauver l'Euro (et l'UE) mais il est temps »...



Paul GOLDSCHMIDT | Diplômé de l'Université Libre de Bruxelles et Licencié en Sciences Commerciales et Financières, Paul GOLDSCHMIDT rejoint Goldman Sachs à New York (1962-69) puis Goldman Sachs International à Londres dont il devient Administrateur (1970-1985). Après 7 ans en tant que consultant dans la sphère financière à Londres et Monaco (1985-1993), il devient Directeur du service « Opérations Financières » au sein de la Direction Générale « Affaires Economiques et Financières » de la Commission Européenne (1993-2002) où il a joué un rôle primordial dans l'harmonisation et la réforme des marchés financiers européens avant et pendant l'avènement de l'euro. Il siège alors au Conseil d'Administration du Fonds Européen d'Investissements (2001-2002). Depuis 2002, il écrit sur des sujets politiques et financiers d'actualité et participe à de nombreux colloques internationaux. Il est membre du Conseil d'orientation de l'Institut Thomas More.